

Charles Gide

LA COOPÉRATION CONTRE LE CAPITALISME

Extraits de textes présentés
et annotés par Denis Clerc

Alternatives
Economiques

{LES Petits matins}

SOMMAIRE

Introduction	7
L'économie sociale, complément indispensable de l'économie politique	19
Le programme coopératif	29
Les idées fausses des économistes sur la coopération	47
La coopération, une alternative bénéfique au libéralisme économique	55
Comment la coopération peut améliorer la concurrence	65
Faut-il abolir le profit ?	73
L'état d'équilibre	79
Ce que solidarité veut dire	85
Par-delà le libéralisme et le marxisme	93
Pour aller plus loin	107

Denis Clerc a longtemps dirigé le mensuel *Alternatives économiques*. Économiste, il s'est spécialisé dans les questions relatives à l'articulation de l'économie et du social. Il est l'auteur notamment de *Déchiffrer l'économie* (La Découverte, 2011, 17^e éd.) et de *La France des travailleurs pauvres* (Grasset, 2009).

INTRODUCTION
PAR DENIS CLERC

Nous sommes entre 1880 et 1930, un demi-siècle pendant lequel la France s'amarre fermement à la République, mais aussi pendant lequel secousses et tragédies ne manquent pas : l'affaire Dreyfus, la séparation de l'Église et de l'État, la Grande Guerre surtout, cette saignée sans précédent au terme de laquelle un cinquième des générations masculines âgées de 22 à 40 ans à la fin de la guerre avait disparu ou était mutilé. Et, pour finir, la grande crise, qui démarre à peine et annonce la Seconde Guerre mondiale. On en oublierait presque qu'il y eut, au milieu de cette période, une courte parenthèse, la Belle Époque, qui, en réalité, fut belle surtout pour la bourgeoisie

argentée. Les classes populaires n'en ont eu que les miettes : le labeur est dur, les conditions de travail sont difficiles, les salaires bas, la protection sociale inexistante, ou presque (en 1910, la loi crée un système de retraites minimales pour les ouvriers et les paysans, mais elles demeurent très faibles).

Les économistes de l'époque trouvent tout cela « normal », dans « la nature des choses ». Tous les économistes ? Non ! L'un d'eux résiste et refuse cette fatalité. Et comme c'est sans doute l'économiste le plus réputé d'alors, celui qui occupe les postes les plus prestigieux (la faculté de droit de Paris, la présidence du jury d'agrégation, puis le Collège de France), sa parole porte. Charles Gide sauve alors l'honneur de la profession. Ce n'est certes pas un révolutionnaire. Né en 1847 dans une famille bourgeoise et protestante, il cherche plus à faire évoluer la société existante qu'à la détruire. Son frère étant décédé prématurément, il s'occupe du fils de ce dernier, André, qui l'admire beaucoup et qui obtiendra en 1947 le prix Nobel de littérature.

Résidant à proximité de Nîmes, Charles Gide s'implique dans le mouvement coopératif naissant grâce à l'un de ses amis, Auguste Fabre, animateur d'une coopérative de consommation nîmoise. À ses yeux, ce mouvement est justement l'outil qui

permettra à la fois d'éduquer les hommes et de changer la société, à condition de parvenir à multiplier le nombre des coopératives et à les rassembler dans une organisation puissante. Très vite, il y occupe des fonctions importantes, devenant son principal penseur. Mais il se heurte à la méfiance, voire à l'opposition, des coopératives socialistes, qui lui reprochent son réformisme. Les deux courants finissent par divorcer en 1900. Une scission que ne cessera de regretter Gide, qui, à force d'obstination, réussit en 1912 à réunifier le mouvement grâce à un « Pacte d'unité » largement rédigé et négocié par lui.

Un professeur d'économie qui se mêle de vouloir transformer le système économique, cela fait à l'époque désordre. Aussi reçoit-il de nombreux coups : l'accès aux publications professionnelles, alors tenues par la toute puissante école libérale, lui est désormais barré. Qu'à cela ne tienne : il crée en 1887, avec le soutien de Léon Walras, la *Revue d'économie politique* – qui existe toujours. La proximité entre Walras et Gide peut étonner : le premier n'est-il pas considéré comme le fondateur de l'analyse néoclassique, ayant démontré mathématiquement que la concurrence parfaite constitue un optimum économique, alors que le second plaide pour substituer la coopération à la concurrence comme

principe organisateur de l'économie ? En outre, Gide est circonspect à l'égard d'une approche mathématique : « Toutes les formules du monde n'ajouteront pas un iota à la certitude que nous donne le simple raisonnement¹. » Mais Walras a, aux yeux de Gide, l'immense mérite d'être un scientifique, pas un idéologue, au contraire de la quasi-totalité des économistes d'alors. Il ne défend pas un système, il essaye d'approfondir la théorie du fonctionnement « idéal » d'une économie de marché sur laquelle, par ailleurs, il nourrit des réserves.

Si Walras essaye de convaincre Gide du bien-fondé de son approche d'une « économie pure », il est sans illusions, comme l'indique cet extrait d'une correspondance datant de 1898 : « M. Gide, qui a passé l'hiver à Lausanne, avait fini par me laisser essayer de lui expliquer mathématiquement certains points d'économie politique ; et, grâce au fait qu'il avait un peu d'algèbre à sa disposition, j'y réussissais. Mais il est parti, et cette semence sera sans doute dévorée par les oiseaux du ciel. » De fait, on cherchera en vain la moindre trace de formalisme mathématique dans les écrits de Charles Gide, qui montre en revanche

1. Cité par Marc Pénin, dans sa remarquable biographie de Gide, publiée sous le titre *Charles Gide, l'esprit critique* (L'Harmattan, 1997). Ce livre constitue la meilleure introduction à l'œuvre de Charles Gide.

un talent didactique exceptionnel pour défendre et promouvoir une économie soucieuse de l'homme. « Vous avez humanisé l'économie politique », dira Célestin Bouglé en 1921, en introduisant le premier cours de Gide au Collège de France.

Les *Principes d'économie politique* de Charles Gide connaissent un succès prodigieux puisque, entre 1884 et 1931, on en comptera vingt-six éditions successives, avec un total de plus de cent mille exemplaires écoulés. En 1909, en collaboration avec Charles Rist, il publie une *Histoire des doctrines économiques* qui demeure encore aujourd'hui un des principaux livres de référence sur l'histoire de la pensée économique avant Keynes. Bref, son « engagement en coopération » ne l'empêche pas d'être un économiste de haut vol, connu et respecté. Il sera l'un des premiers – sinon le premier – à parler de Keynes en France, à l'occasion d'abord de la parution du livre de ce dernier, *Les Conséquences économiques de la paix*, où il dénonce la « paix carthaginoise » qui ne peut aboutir qu'à la ruine de l'Allemagne ou à sa révolte nationaliste. « Les conclusions réfrigérantes de M. Keynes, écrit Gide en juillet 1920, sont probablement très près de la vérité. » Et, comme Keynes, il soulignera l'importance d'une politique économique active de l'État en vue d'éviter la déflation et le chômage.